

Paris, le 12 janvier 2000

**Note de lecture par Jean NESTOR,
Secrétaire général de Notre Europe**

***Scénarios Europe 2010*
(document élaboré par la Cellule de prospective)**

Présentation

1.1- La méthode :

1°) Les scénarios - littéraires en ce sens qu'ils ne comportent pas de simulations chiffrées - résultent de la variation de 15 facteurs clés, représentatifs des déterminants de la productivité (technologie et organisation du travail, marché du travail et politiques sociales, autres politiques économiques), du mode de gouvernance (vie politique, état de l'opinion publique, administration), de l'évolution des institutions de l'UE (réforme institutionnelle, ampleur et rythme de l'élargissement, sécurité régionale), des relations de l'Europe avec son environnement (mondialisation, relations avec cinq zones : Europe centrale et orientale, Méditerranée, Etats-Unis, Russie, Asie).

2°) La combinaison des différentes hypothèses repose sur la méthode dite des "acteurs et facteurs structurants" au cours de laquelle sont successivement définis des "scénarios-squelettes" propres à chaque facteur clé, des squelettes de scénarios par combinaison raisonnée des scénarios-squelettes, puis les cinq scénarios globaux qui sont présentés dans l'étude.

Ce travail repose pour l'essentiel sur des groupes de réflexion internes à la Commission, à l'exception d'une phase de présentation externe, intermédiaire entre les squelettes de scénarios et leur rédaction finale. C'est ainsi d'une certaine façon "l'Europe vue de Bruxelles" qui est présentée.

1.2- Les scénarios :

1°) "*Le triomphe des marchés*" : la troisième révolution industrielle tire la croissance mondiale à partir des EU. L'Europe, en dérégulant le marché du travail et en réduisant le rôle de l'Etat parvient à un niveau de productivité proche des EU sans tensions inflationnistes. Cette adaptation est portée par un changement politique dans les Etats-membres, amenant au pouvoir une nouvelle classe de gestionnaires libéraux. La Pac et les fonds structurels sont démantelés et l'élargissement, réduit à une extension du marché unique, mené tambour battant. Le reste du monde suit avec retard cette évolution libérale et l'on se dirige vers une zone monétaire unifiée.

Les inconvénients de ce scénario, en contrepartie d'une croissance rapide et non inflationniste, sont détaillés : problèmes de sécurité non militaire (mafias, terrorisme), détérioration de l'environnement, augmentation des inégalités, montée de l'individualisme et du relativisme.

Ce scénario bien typé, construit sur l'hypothèse du triomphe de l'idéologie de la globalisation, repose en définitive sur l'hypothèse fragile de l'existence d'une troisième révolution industrielle dopant à la fois l'offre et la demande. On voit mal en quoi il suppose le bouleversement politique décrit, dans la

mesure où le même résultat peut être porté par l'évolution des forces politiques en place, mais probablement avec des résultats moins tranchés. De façon plus ponctuelle il semble que les auteurs commettent un contresens en considérant que la libéralisation économique implique une plus grande sensibilité des sociétés aux "problèmes de sécurité non militaires" : les EU fournissent l'exemple d'une économie ouverte s'accompagnant d'un fort pouvoir de coercition de l'appareil judicairo-policier.

2°) "*Les 100 fleurs*" : c'est le monde baba-cool où fleurissent les initiatives locales et la culture du réseau sur l'ensemble de la planète, mais dans une atmosphère de repli individualiste, de déconsidération du politique (multiplication des boycotts et des actes de désobéissance civique). Pour ce qui concerne plus spécifiquement l'Europe, la production et la consommation des produits industriels diminue et le processus d'élargissement se bloque après l'adhésion des 4 PECO les plus performants.

Les inconvénients soulignés de ce scénario, dont on perçoit mal par ailleurs les aspects positifs, sont la multiplication des problèmes de sécurité non militaire, le blocage de l'intégration européenne, la remise en cause permanente du marché unique. Les mêmes phénomènes de désorganisation se produisent sur l'ensemble du monde.

Il semble que les rédacteurs se soient fait plaisir en imaginant un "mai 68 techno" à l'échelon de la planète, d'une crédibilité douteuse : quel curieux masochisme conduirait les peuples à s'entêter dans un happening permanent qui ne leur apporterait aucun avantage matériel ?

3°) "*Les responsabilités partagées*" : une profonde réforme de l'état dans les Etats-membres en fait un "facilitateur" qui promeut et soutient les initiatives locales, en multipliant les partenariats. Le dialogue social est rénové, un guichet unique des prestations sociales institué. Cette cohésion sociale réinventée rend l'Europe attractive pour les investissements étrangers et dope la croissance.

Cependant les inégalités ne se résorbent pas bien que cessant de s'accroître, la "mobilisation" de la société civile reste faible (20% de la population), l'élargissement se fait lentement ainsi que le développement des coopérations inter-régionales. L'intégration européenne progresse et donne à l'Europe un poids accru dans le monde.

C'est visiblement le scénario qui a les faveurs des rédacteurs, et les quelques inconvénients soulignés le sont pour la forme (aucun autre scénario ne fait mieux). La principale question qu'il soulève est : "d'où viennent tant de vertu et de bonheur ?". La réponse de l'étude – de rapports d'experts retentissants – est à la fois technocratique et peu convaincante.

4°) "*Les sociétés de création*" : à la différence du scénario 2, ce n'est plus un mai 68 en phase utopique, mais son résultat après des "accords de Grenelle européens". Des grèves généralisées contre la remise en cause des acquis sociaux conduisent à un processus de démocratie participative décentralisée (agoras) qui débouche sur une société consolidant ces acquis : minimas sociaux généralisés, sécurité sociale, prise en compte des données sociales et écologiques dans une "comptabilité verte", taxation des mouvements de capitaux et des activités polluantes, financement public de nouveaux emplois répondant à des besoins nouveaux, généralisation du temps partagé.

Les inconvénients de ce repli sur une société de garantie sociale sont la remise en cause de la croissance, accentuée par des délocalisations financières et industrielles, le repli sur soi de l'Union et le ralentissement considérable du processus d'élargissement, la substitution des coopérations intergouvernementales aux progrès de l'intégration européenne (en particulier dans les domaines de la lutte contre la criminalité organisée et l'immigration clandestine), le développement d'un neo-protectionnisme européen qui isole l'Europe en matière internationale tout en lui donnant une force de sympathie auprès des opinions publiques des pays industrialisés.

Ce scénario quelque peu caricatural semble peu plausible, sauf comme réaction aux effets d'un scénario 1 initialement mis en place, ce qui n'est pas présenté comme tel.

5°) "*Les voisinages turbulents*" : à la suite d'une expérience de repli sur elle-même (probablement du type des scénarios 2 ou 4), suivie d'une vague de terrorisme originaire de son pourtour, l'Europe évolue vers un régime autoritaire militaro-policier qui trouve dans des aventures militaires extérieures un dérivatif à une régression économique. Elle s'enfonce dans un interventionnisme militaire permanent, accompagné d'un recul des droits internes et d'un immobilisme intérieur qui conduit à la récession économique. L'intégration européenne recule au profit d'une intensification des coopérations intergouvernementales musclées pilotées par un directoire des grands Etats. Le marché unique est remis en question au nom des intérêts nationaux.

Présentée comme une filiation possible des scénarios de repli interne (2 ou 4) cette évolution, déjà peu plausible dans le cadre d'une démocratie occidentale, devient carrément irréaliste dans le cas d'une Union d'Etats-nations dont on voit mal comment ils accepteraient de déléguer le pouvoir de coercition considérable qui caractérise l'Europe dans ce scénario. Il s'agit clairement d'un scénario repoussoir.

Critique

1°) L'ensemble constitué par les 5 scénarios est fortement hétérogène. Seuls les schémas 1 (triomphe des marchés) et 3 (responsabilités partagées) apparaissent comme réellement construits et s'inscrivant dans une évolution sociétale plausible. Les autres apparaissent comme des repoussoirs peu crédibles venant à l'appui d'une démonstration. Laquelle ?

Ce n'est pas distordre l'esprit du rapport que de le soupçonner d'avoir voulu, en réalité, poser un choix simple pour l'avenir de l'Europe : l'inscription sans états d'âme dans le processus d'une globalisation libérale quelque peu idéologique (scénario 1), ou la recherche d'un modèle de développement original fondé sur la rénovation des mécanismes du consensus social et de l'Etat providence (scénario 3).

Si tel est bien le cas, il n'était pas forcément utile de contourner la question par une débauche d'énergie intellectuelle peu convaincante, et l'on aurait pu faire l'économie des 3 scénarios caricaturaux qui ne font qu'illustrer, de façon quelque peu naïve, les risques graves que comporterait une trop grande indulgence vis à vis des tentations communautaristes ou isolationnistes de nos sociétés. Cette maladroite et inutile tentative "pédagogique" revêtirait alors un caractère technocratique peu sympathique.

2°) D'autant que le caractère schématique des 3 scénarios incriminés déteint par contagion sur les deux hypothèses centrales qui n'intègrent plus explicitement leurs risques de dérive. Il est à cet égard significatif qu'aucun des cinq scénarios ne prenne en compte une réduction des inégalités sociales et une régression significative de l'exclusion.

Dans le même esprit, la référence à l'environnement international, qu'il s'agisse de l'évolution du processus d'élargissement ou des relations de l'Europe avec les autres grandes zones géopolitiques, apparaît comme plus encombrante que productive, dans la mesure où elle aboutit à des différences peu intelligibles (rythme de l'élargissement) ou sans conséquences économiques claires (relations avec les autres zones) entre les scénarios.

3°) Le plus contestable est sans doute le manque d'épaisseur socio-politique des situations décrites. Qu'il s'agisse de décrire les mécanismes du passage à l'une des situations décrite par les scénarios, ou d'illustrer les relations entre les citoyens, la collectivité et le pouvoir politique, on ne s'écarte jamais vraiment de la caricature et, plus grave, on ne décrit pas façon socialement plausible le cheminement qui a conduit à la situation décrite.

Tous les scénarios reposent sur l'hypothèse d'un "grand soir" introduisant un changement brutal et radical qu'il soit social, politique, ou civique. Il s'agit d'un point important : moins que la description de situations extrêmes dont on cerne mal l'origine, ce sont les mécanismes du changement de l'organisation sociale qui sont déterminants pour l'avenir de nos sociétés.

4°) Si elle reste stimulante pour l'imagination, la démarche suivie n'éclaire pas vraiment l'avenir de l'Europe à l'horizon 2010, faute de s'être donné les moyens d'en approfondir réellement les déterminants :

la vague actuelle de progrès technologiques prendra-t-elle la forme d'une 3^{ème} révolution industrielle susceptible, en modifiant les comportements, d'avoir un effet positif à la fois sur l'offre et sur la demande de biens individuels et collectifs ? Le scénario 1 part de cette hypothèse, ce qui le surdétermine. Les autres n'y font même plus référence. C'est un peu court.

L'Europe n'est ni les Etats-Unis, ni le Japon, ni la Chine : sa longue histoire économique, sociale et politique rend hautement improbable l'importation d'un modèle social extérieur. La question n'est plus de raisonner par assimilation, mais de s'interroger sur les mécanismes spécifiques par lesquels la société européenne pourrait s'inscrire –ou ne s'inscrire pas- dans une évolution générale. De ce point de vue, aucun des 5 scénarios ne décrit une situation stabilisée de la société européenne et trois d'entre eux relèvent de la pure fiction. Les mécanismes par lesquels les sociétés européennes de la fin du XX^{ème} siècle se transforment pour aboutir aux situations décrites sont un élément important de la réponse à ces questions.

De façon similaire, les évolutions de l'intégration européenne ne sauraient être présentées comme les conséquences mécaniques de déterminants extérieurs ou internes aux Etats. A chaque situation donnée, il importerait au contraire de décrire les mécanismes par lesquels se forme la décision collective des Etats constitutifs de l'Europe quant à l'évolution de son intégration. Cette décision ne prend pas uniquement en compte la situation instantanée de façon binaire (plus ou moins d'intégration), mais également le poids des décisions déjà prises ou des institutions déjà créées. Il arrive ainsi à l'Europe de réagir par une décision centripète (l'UEM) à un choc centrifuge (la chute du mur de Berlin). Douter à priori de la capacité des responsables politiques à réagir aux dérives possibles du projet politique européen peut être d'une certaine façon donner des gages aux tentations relativistes internes à nos sociétés.

Jean NESTOR